

# INSTRUCTION

N° 98-113-L du 18 septembre 1998

NOR : BUD R 98 00113 J

Texte publié au BOCP

## LOTERIES ET TOMBOLAS

### ANALYSE

Conditions d'intervention et rôle des comptables du Trésor  
pour l'organisation de loteries et tombolas

Date d'application : 18/09/1998

### MOTS-CLÉS

ÉPARGNE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; LOTERIE ; AUTORISATION ; CONTRÔLE ; CAPITAL ;  
COMPTE DE DÉPÔT ; TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE	TGCST	RF	T			

### DIFFUSION

GT 63

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction E - Bureau E3*

## SOMMAIRE

<b>1. CADRE JURIDIQUE.....</b>	<b>3</b>
1.1. Le principe énoncé dans la loi du 21 mai 1836 modifiée.....	3
1.2. Intervention du trésorier-payeur général.....	3
<b>2. INTERVENTION PRÉALABLE DU TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL .....</b>	<b>3</b>
2.1. Détermination du TPG compétent .....	3
2.2. Contrôles relatifs à l'organisme demandeur .....	4
2.2.1. Objet.....	4
2.2.2. Ancienneté .....	4
2.2.3. Financement.....	4
2.3. Contrôles relatifs à la loterie.....	4
2.3.1. Affectation des sommes .....	4
2.3.2. Montant du capital d'émission .....	5
2.3.3. Examen des critères financiers .....	5
<b>3. OUVERTURE D'UN COMPTE DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR.....</b>	<b>5</b>
3.1. Nature de l'obligation .....	5
3.2. Ouverture du compte .....	5
3.3. Fonctionnement du compte .....	5
3.4. Clôture du compte .....	6

## **1. CADRE JURIDIQUE**

### **1.1. LE PRINCIPE ÉNONCÉ DANS LA LOI DU 21 MAI 1836 MODIFIÉE**

La loi du 21 mai 1836 modifiée par la loi n° 86-1019 du 9 septembre 1986 pose le principe de la prohibition des loteries.

Une atténuation à cette règle est toutefois prévue par l'article 5 de la loi de 1986 précitée qui dispose que les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance, à l'encouragement des arts ou au financement d'activités sportives à but non lucratif, peuvent être autorisées sous certaines conditions.

Une autre exception à ce principe avait été instituée par la loi du 29 avril 1930 au bénéfice des communes qui désirent acquérir du matériel d'incendie, organiser des concours ou des manoeuvres cantonales d'extinction d'incendie, ou procéder à des travaux ayant pour objet l'installation de points d'eau ou de bouches spéciales sur les canalisations ou conduites d'eau.

### **1.2. INTERVENTION DU TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL**

Le Trésorier-Payeur Général est tenu d'intervenir à un double niveau.

D'une part, en vertu de l'article 3 du décret 87-430 du 19 juin 1987 son avis doit être requis par le préfet préalablement à l'autorisation de réaliser l'opération lorsque le capital d'émission de la loterie dépasse 200.000 Francs.

D'autre part, les fonds collectés doivent obligatoirement être déposés sur un compte de dépôts de fonds au Trésor ouvert dans les écritures du comptable désigné dans l'arrêté d'autorisation de la loterie lorsque le capital d'émission de la loterie est supérieur ou égal à 50.000 Frs.

## **2. INTERVENTION PRÉALABLE DU TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL**

Lorsque son avis est requis le Trésorier-Payeur Général doit exercer les contrôles suivants.

### **2.1. DÉTERMINATION DU TPG COMPÉTENT**

Aux termes de l'article 2 du décret précité, les autorisations sont accordées par le préfet du département où est situé le siège social de l'organisme bénéficiaire. Aussi, le Trésorier-Payeur général compétent pour donner un avis est-il également celui du département où est situé le siège social de l'organisme.

A Paris, les autorisations sont accordées par le Préfet de police et l'avis est rendu par Le Receveur Général des Finances.

Si la loterie est organisée simultanément dans plusieurs départements, seul le Trésorier-Payeur général du département où est situé le siège social de l'organisme bénéficiaire doit rendre un avis.

## 2.2. CONTRÔLES RELATIFS À L'ORGANISME DEMANDEUR

### 2.2.1. Objet

Quelle que soit la forme juridique de l'organisme demandeur, son objet statutaire doit être la bienfaisance, l'encouragement des arts ou la pratique d'une activité sportive.

En règle générale, il s'agira d'associations, étant précisé toutefois que ce statut n'est pas obligatoire.

Lorsque l'organisme demandeur n'est pas l'organisme bénéficiaire, il convient naturellement d'apprécier les statuts de ce dernier.

Ce premier critère sera apprécié au vu des statuts de l'organisme bénéficiaire qui doivent figurer dans le dossier de demande d'autorisation, et faire apparaître clairement son objet.

### 2.2.2. Ancienneté

L'organisme demandeur doit pouvoir témoigner d'une relative ancienneté.

Aucune durée n'est fixée dans les textes. Il importe donc de s'assurer que les actions menées par le passé n'ont pas prêté à critiques, qu'elles offrent une garantie de sérieux.

### 2.2.3. Financement

Afin d'éviter qu'un organisme ne pérennise le financement de ses actions ou de son fonctionnement courant au moyen de loteries ou de tombolas, il convient de s'assurer que ce type d'opération reste exceptionnel et ne constitue pas pour lui la source principale de financement.

## 2.3. CONTRÔLES RELATIFS À LA LOTERIE

### 2.3.1. Affectation des sommes

De manière générale, les sommes recueillies au moyen de ces opérations doivent être employées pour mener des actions spécifiques qui font l'objet d'une description précise dans la demande d'autorisation.

Si le demandeur est une association de bienfaisance, ces actions doivent consister en une aide *directe, matérielle, et immédiate* au profit de déshérités.

Ainsi, les demandes d'autorisation qui auraient pour objet de mener des actions dont les effets profiteraient aux seuls adhérents de l'association ne devraient pas recevoir d'avis favorable.

De même, les demandes présentées par des groupements à caractère mutualiste ou corporatif destinées à financer le fonctionnement de structures d'accueil pour les membres du groupe (notamment Foyers de repos, Maisons de retraites, Centres de vacances, Centres d'hébergement) seront refusées.

En principe, les sommes recueillies doivent être employées à l'achat de denrées de coût peu élevé.

Lorsque le projet vise à l'acquisition de biens mobiliers ou immobiliers, il ne sera acceptable qu'aux conditions suivantes :

- un relais de financement sera prévu en cas de mévente des billets .
- les frais de fonctionnement des biens acquis sont couverts par une recette certaine et régulière.

### **2.3.2. Montant du capital d'émission**

Les comptables doivent s'assurer que le montant du capital d'émission est en rapport avec les besoins réels créés par l'action envisagée, d'une part, et avec les possibilités de placement des billets, d'autre part.

Une attention particulière sera portée sur ce point lorsqu'il s'agit d'une première demande dans la mesure où les possibilités de placement des billets sont difficilement appréciables.

En tout état de cause, sauf exception dûment justifiée, il n'est pas souhaitable que le capital d'émission d'une loterie dépasse un million de Francs.

### **2.3.3. Examen des critères financiers**

Les comptables doivent vérifier que le montant des frais d'organisation, achat de lots compris, ne dépasse pas 15 % du capital d'émission.

Par ailleurs, l'examen des documents comptables de l'organisme demandeur concernant le dernier exercice doit permettre de s'assurer que :

- le budget est en équilibre ;
- la gestion est satisfaisante ;
- une part significative des recettes est affectée à des actions de bienfaisance, d'encouragement des arts ou de pratique d'activités sportives.

## **3. OUVERTURE D'UN COMPTE DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR**

### **3.1. NATURE DE L'OBLIGATION**

L'article 5 de la loi du 21 mai 1836 précise que les loteries sont autorisées dans les formes qui seront déterminées par des règlements d'administration publique. Ces textes ont notamment posé le principe d'une obligation de dépôt des fonds chez un comptable du Trésor, dès lors que le capital d'émission de la loterie dépasse 50.000 Francs.

Bien entendu, même si ce seuil n'est pas atteint, l'organisme est autorisé à solliciter l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds au Trésor. Dans ce cas, le compte est ouvert dans les mêmes conditions mais les fonds ne sont pas bloqués.

### **3.2. OUVERTURE DU COMPTE**

La demande d'ouverture est présentée par l'organisme qui réalise l'opération.

Le compte est ouvert au nom de « loterie-organisme X ».

En Comptabilité Générale de l'État, il est ouvert au compte 448-1 « Divers correspondants - sans intérêts ».

### **3.3. FONCTIONNEMENT DU COMPTE**

Le compte est ouvert sans délivrance de moyen de paiement.

Toutes les sommes collectées en contrepartie de la vente des billets de loterie doivent être déposées sur le compte de dépôt, où elles sont bloquées.

### 3.4. CLÔTURE DU COMPTE

Les sommes déposées sur le compte ne peuvent être retirées par le titulaire qu'au vu d'un certificat délivré par les services de la préfecture.

Par suite, le compte est clôturé dans les conditions habituelles.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

L'ADMINISTRATEUR CIVIL CHARGÉE DE LA SOUS-DIRECTION E

NATHALIE MORIN